

ÉLECTIONS MUNICIPALES

La commune aux travailleurs

mars 1971

Les élections municipales sont celles qui paraissent les plus proches des préoccupations quotidiennes des classes populaires. Chacun a l'impression de saisir ce qui se passe sous ses yeux (problèmes de logement, de transport, d'enseignement). Pourtant cette illusion est trompeuse : les affaires municipales sont devenues dans la plupart des cas la chasse gardée de représentants du capital, de spéculateurs ou de pseudo-réformateurs. Même dans ce qu'on appelle les municipalités « ouvrières », les choses ne vont pas pour le mieux. Enfermé dans sa prudence gestionnaire le P.C.F. mène des combats défensifs contre la pénétration du grand capitalisme dans l'immobilier et plus généralement dans le cadre de vie. C'est en fonction de tout cela et en réaction contre tout cela que les sections du P.S.U. déterminent leur attitude, qu'elles présentent des listes d'union populaire à prédominance P.S.U., comme à Saint-Etienne, Levallois-Perret, Sarcelles, Nancy, Lyon, etc., ou qu'elles s'allient avec le P.C.F. ou le P.S. sans rien abdiquer de leur indépendance. Nous présentons à titre d'exemple les cas de Nancy et de Toulouse, comme nous rappelons la situation qui est faite aux départements d'outre-mer (en l'occurrence la Réunion).

Nancy

« A la mairie nous ferons autre chose »

Une interview de François Borella

Tribune Socialiste :

François Borella, après les nombreuses consultations électorales de ces deux dernières années, vous « remettez » ça. D'abord une question personnelle. Est-ce que les diverses campagnes que vous avez menées n'entament pas votre courage ?

François Borella : — De 1968 à 1970, la population de Nancy a été amenée à se rendre aux urnes plusieurs fois et chaque fois, les électeurs qui ont approuvé notre action et notre combat ont été plus nombreux jusqu'à atteindre 20 % des voix en février 1970 au deuxième tour des municipales. C'est un formidable encouragement pour les gens qui,

comme moi-même et les camarades qui sont à mes côtés, ont conduit ces batailles. Mais je sais, oui, qu'en juin dernier, notre avance a été enrayée parce qu'une partie de notre électorat a été trompée par l'opération publicitaire lancée au service de M. Servan-Schreiber. Mais, comme disait Abraham Lincoln, on peut tromper le peuple une fois et sur une affaire, mais pas tout le temps ni sur tout. Aujourd'hui, il est clair que la flambée de juin s'est éteinte comme un feu de paille. Oui je suis confiant et surtout parce que l'implantation militante de notre parti s'est accrue depuis juin. Voyez ma liste et vous comprendrez ce que je veux dire.

Dans le vent

T.S. : Le P.S.U. est, dit-on, « au creux de la vague », depuis quelque mois. Qu'en pensez-vous ?

F.B. : Ces comparaisons maritimes (creux ou sommet de la vague, flux ou reflux) ne sont pas très sérieuses. Il y a, dans toute élection, une manière habile de conditionner l'électeur, c'est de lui faire croire que le vent souffle dans un certain sens, que le courant porte ici ou là, pour lui faire oublier que c'est lui qui fait le vent ou le courant. Ne croyez-vous pas, alors, que les élections risquent d'aboutir à un détournement du pouvoir du peuple ?

Notre présence dans ces élections a précisément pour but de permettre au peuple de prendre et de garder la parole.

T.S. : Une nouvelle fois le P.S.U. se présente seul à Nancy. Ne revenons pas sur vos difficultés avec les communistes et les socialistes. Mais enfin, cette solitude ne vous pèse-t-elle pas ?

F.B. : Nous ne nous présentons pas seuls ; la liste d'Union populaire socialiste est présentée par le P.S.U. mais elle est composée d'hommes et de femmes qui appartiennent à toutes les activités, à tous les âges et à tous les quartiers de notre ville ; la majorité n'est pas membre du P.S.U. mais est d'accord avec les positions de notre parti sur la nécessité de mettre les municipalités au service des travailleurs et de la population, qui luttent contre le capitalisme.

Voyez-vous, il faut que la population fasse clairement un choix. Le parti dit socialiste a maintenu à Nancy son alliance avec la droite, les anciens U.D.R. et les représentants du patronat ; c'est un choix qui en dit long sur les intérêts qu'il veut défendre. Quant au Parti communiste, il a refusé un accord national avec notre parti, parce qu'il n'est pas d'accord avec notre conception de la gestion municipale et parce que nous refusons de nous allier avec les restes du vieux parti radical.

Sans gloire

T.S. : Précisément, quelle est votre position sur le rôle des municipalités et pourquoi refusez-vous de vous allier avec le parti radical ?

F.B. : Voilà deux questions différentes, mais les réponses sont liées, c'est vrai. Nous refusons toute alliance avec les radicaux, car le parti radical est aujourd'hui plus qu'hier un ennemi des travailleurs et de la population pauvre. Ce parti était en train de mourir sans

gloire et dans l'indifférence générale quand il a été repris en main par un homme qui en a fait l'instrument du grand capitalisme international, notamment américain. Savez-vous que la firme Holiday-Inn, que M. Servan-Schreiber va faire venir à Nancy si nous n'y mettons le holà, fait 35 millions de dollars de bénéfices par an, c'est-à-dire 17 milliards et demi d'anciens francs ? Quand nous disons que le capitalisme moderne veut mettre la main sur nos communes et notre cadre de vie, nous disons des faits, des chiffres, des réalités. Les soi-disant réformistes sont des gens qui ne font pas de sentiments, ils font des affaires, les leurs, et ils savent bien que nous sommes à Nancy leurs seuls adversaires sérieux.



T.S. : Que voulez-vous donc faire, vous, car il ne suffit pas de critiquer...

F.B. : J'y viens. Notre action à la municipalité sera commandée par deux impératifs.

Le premier est de mettre la municipalité au service du peuple. La ville aux portes d'or, dit-on de Nancy, en songeant à l'admirable ensemble du XVIII^e siècle. Mais depuis près de vingt ans, le conseil municipal n'est plus que le représentant de la bourgeoisie qui a fermé les portes aux travailleurs. Regardez la composition des listes Martin ou Bertin, et vous aurez compris. Les travailleurs sont interdits de séjour place Stanislas, comme les chômeurs sont chassés du quartier Saurupt par un quarteron de bourgeois nantis qui veulent en expulser l'A.S.S.E.D.I.C. Nous allons changer cela avec l'appui de la population.

300 licenciements

En second lieu, nous ferons de la municipalité un centre de lutte contre le capitalisme et les profiteurs. Cela signifie d'abord le soutien aux luttes ouvrières et syndicales. Savez-vous que plus de 300 licenciements ont eu lieu dans notre agglomération depuis novembre 1970? Qu'a fait la municipalité sortante ? Rien. Savez-vous que Nancy est une des rares villes de France qui n'ait pas de Bourse du Travail ? Je pourrais

continuer longtemps.

Cela signifie ensuite la lutte contre la spéculation foncière et pour un urbanisme social. Nous sommes loin du compte à Nancy : le prix des terrains à bâtir a été multiplié par 5 à 8 (voire plus de 600 % d'augmentation moyenne) ces dernières années ; le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme reste secret, contre la volonté des techniciens qui l'ont préparé.

La Réunion

Un climat de guerre civile

Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France

C'est dans un climat de tension et de violence, d'une gravité sans précédent, que se déroule à La Réunion la campagne électorale pour le scrutin municipal des 14 et 21 mars. Cette fois comme jamais, le pouvoir, non sans raisons, redoute d'être massivement désavoué par la population dont très officiellement près de 25 % de la partie active est au chômage tandis que bien protégés par Paris, une poignée de gens pillent impunément les fonds publics.

Le goût des situations anormales

Après avoir mené l'assaut contre l'Association pour le déroulement normal des opérations électorales (A.D.N.C.E.) regroupant toutes les tendances d'opinion, à l'exception de l'U.D.R. qui a refusé son concours par goût des situations anormales, les autorités administratives locales ont remis en honneur les révoltantes pratiques de la fraude électorale après avoir consulté à Paris des membres du gouvernement. Déjà par centaines des cartes d'électeur établies au nom de personnes décédées, parfois depuis plusieurs années, ont été distribuées à profusion.

Par crainte de ne plus pouvoir abuser personne, le pouvoir a pris la responsabilité d'essayer la terreur et de l'exercer désormais sans ménagement et de façon systématique en vue de bâillonner envers et contre tout

l'expression de la souveraineté populaire. Autour de David Moreau, le grand maître de la clinique aux milliers d'avortements, sous l'œil bienveillant du préfet Paul Cousseran, avec l'encouragement tacite de M. Michel Debré dont elle se réclame plus que jamais et se dit assurée de la protection, l'U.D.R. locale se livre, de jour et de nuit à des exactions.

Ces exactions sont si fréquentes et si généralisées qu'il est permis de s'interroger sur les intentions véritables de ceux qui les inspirent et les provoquent. On n'agirait pas autrement si l'on cherchait à créer artificiellement une ambiance de guerre civile afin de se donner publiquement le prétexte de faire intervenir des forces de répression, la police de choc et l'armée

Six blessés en huit jours

1) Des hommes de mains au service de l'U.D.R. multiplient depuis plusieurs semaines contre la population provocations, menaces, attaques à main armée, de jour comme de nuit, sur les routes ou au domicile des particuliers, contre les assemblées politiques de l'opposition. Ainsi, dans la commune de Saint-Paul, le maire U.D.R., Bénard, a organisé un commando, disposant d'un local comme base d'opérations et transporté à bord d'autos et de fourgonnettes, qu'il conduit lui-même et lance à l'assaut des réunions publiques tenues par ses adversaires. Ce commando

s'attaque à des personnes seules ou à des groupes de personnes isolées : six attaques, six blessés dans la seule semaine du 8 au 15 février. Quand la police inter- vient, c'est le plus souvent pour interpellier les victimes. Saint-Benoit, Saint-André, Bras-Panon ont été le théâtre d'agissements semblables.

Le gouvernement encourage

2) Ce sont les autorités administratives de La Réunion encouragées de Paris par, certains membres du gouvernement qui portent la responsabilité de ces actions lourdes de danger pour l'avenir. Elles ont laissé impunis le pillage des fonds publics par David Moreau, l'attentat perpétré contre Paul Vergés, secrétaire général

du P.C.R., le plasticage des locaux du Front de la jeunesse autonomiste de La Réunion (F.J.A.R.), la détention par le secrétaire de l'Union des Jeunes pour le Progrès (U.J.P.) d'un véritable arsenal.

Bien plus, le préfet Cousseran accuse Paul Vergés d'être l'instigateur d'un incendie accidentel, il ordonne l'expulsion du père Michel qui prêtait par trop l'oreille à la voix des pauvres, il interdit la fête annuelle du journal « Témoignages », tente d'empêcher la parution de « l'Intrépide » et de « Témoignage chrétien » de la Réunion.

L'U.G.T.R.F. dénonce ces méthodes coloniales ainsi que le régime qui les engendre pour survivre contre la volonté du peuple réunionnais auquel elle apporte soutien et solidarité.

Toulouse

Municipalité populaire

Si l'on se réfère aux activités locales du P.S.U. et plus particulièrement à la pratique commune que nous avons eue dans le cadre du Secours Rouge avec les groupes révolutionnaires, la décision de présenter à Toulouse une liste P.C.-P.S.U.-C.I.R. n'est-elle pas une simple opération électoraliste, en opposition flagrante avec notre pratique quotidienne ?

A la suite du double refus opposé par Bazerque et le Parti socialiste aux possibilités d'accord avancées par le P.C., celui-ci s'est trouvé isolé.

Au stade actuel de conscience politique, cette rupture de l'unité, à droite du P.C., fut le seul élément significatif aux yeux des travailleurs. Ceci à la charge du Parti socialiste.

Pour les militants révolutionnaires, le choix s'est posé alors en termes simples :

- Soit développer une campagne autonome, claire, sans ambiguïté. A Toulouse, une liste P.S.U., Ligue communiste, L.O. pouvait être constituée. Cela avait l'avantage de nous rassurer sur notre « cohérence » mais sans tenir compte de la réalité que représentent les élections pour l'ensemble des travailleurs.
- Soit tenir compte de cette réalité, de ce que représente le P.C. pour la classe ouvrière et alors mener avec lui une campagne non sur la base d'un accord politique encore aujourd'hui impossible mais en fonction de la solidarité de

classe face à une social-démocratie pourrie.

Cette deuxième solution ne pouvait être considérée que dans les limites d'un compromis tactique « imposé » par les travailleurs et par la perception qu'ils ont à la fois des groupes révolutionnaires et du P.C.

Le rôle des groupes d'entreprises fut déterminant. La décision prise d'une possibilité d'accord avec le P.C. n'allait pas sans souligner quelques points très précis sur lesquels nous ne pouvions transiger.

Il s'agissait en effet :

- De ne pas mettre les militants P.S.U. en contradiction avec les thèmes développés dans nos campagnes ;

- Tenter de faire disparaître à Toulouse le mythe « Bazerque socialiste » et par voie de conséquence la social-démocratie décadente.

Notre but est clair : contribuer avec le Parti communiste à battre le tandem Bazerque-Baudis. Le second objectif, à plus long terme : par notre propagande et par une gestion étroitement liée aux intérêts des travailleurs faire apparaître clairement les limites imposées par le pouvoir capitaliste. Amener alors la classe ouvrière à prendre conscience des formes nouvelles de lutte, de la nécessité de construire un parti révolutionnaire.

Les discussions avec le P.C. furent difficiles et

parfois nous amenèrent fort près de la rupture.

Le texte définitif sur lequel nous avons réalisé l'entente est bien évidemment, lui aussi, un texte de compromis.

Cependant, à Toulouse, le P.C. a accepté de ne pas développer des thèmes qui lui sont chers : la condamnation des gauchistes, par exemple, telle qu'il voulait l'imposer au P.S.U. à Lyon ; l'unité de la gauche, préférant, comme au Havre, des membres du parti radical aux militants du P.S.U.

En commun, nous condamnons la participation qui a pour but d'entraîner les travailleurs manuels et intellectuels à la collaboration de classe. Nous condamnons également la répression dans les entreprises, à l'université, plus particulièrement contre les militants jeunes.

En commun, nous affirmons « qu'une municipalité de gauche est un moyen de lutte, un point d'appui pour l'opposition à la politique réactionnaire et autoritaire du pouvoir... qu'elle doit être un foyer actif de soutien aux luttes populaires ».

Notre accord nous place aujourd'hui dans les entreprises sur une position offensive.

Commission des conflits

LA Commission Nationale des Conflits, réunie le 7 mars 1971 au siège du Parti, appelée à statuer sur la plainte déposée par le Bureau National contre :

J. Frénel, J. Piétri et J. Dutheil, de la section de Sarcelles, Fédération du Val-d'Oise.

Motif de la plainte : « Ont jugé bon de négocier, puis de passer un accord avec le P.C.F. pour les élections municipales des 14 et 21 mars, dans des conditions parfaitement irrégulières et contre la volonté de la section de Sarcelles et de la Commission Régionale de Contrôle. »

Après avoir entendu :

- le rapporteur M. Riondel,
- le secrétaire de la section de Sarcelles : G. Pringot,
- J. Frénel et J. Piétri (J. Dutheil étant valablement excusé),
- les témoins : Mireille Marchesani, Michel Périni, Gérard Vignal et Jacques Pupponi.

La C.N.C. constate :

- que la section de Sarcelles, dans le cadre des

Élever le niveau de conscience

Aujourd'hui, l'important est savoir juger exactement à quel point se trouve la classe ouvrière dans son ensemble, « de savoir expliquer (notre) tactique de manière à élever et non à abaisser le niveau de conscience général du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre ». (Lénine, « Le gauchisme »)

Il importe d'ajouter que cette tactique a pu être imposée en raison de l'attitude sans ambiguïté du P.S.U. dans les mois passés. Il ne peut avoir de théorie juste sur une pratique fautive.

Parce que nous nous sommes battus contre la répression, parce que les militants P.S.U. participèrent à toutes les manifestations du Secours Rouge sur Burgos, parce que nos groupes d'entreprises se battent pour le contrôle ouvrier et la prise du pouvoir par les travailleurs, notre choix politique est clair. Notre participation aux élections aux côtés du P.C. n'est pas, comme certains voudraient le dire, un aspect d'une politique opportuniste. Ce n'est qu'un des aspects de notre tactique pour amener la plus grande masse à la révolution.

Nous pensons avoir répondu ici à la première question. □

décisions nationales du Parti, n'a ménagé aucun effort pour rechercher un accord politique avec les responsables locaux du P.C.F. ;

—que l'attitude de J. Frénel, J. Piétri et J. Dutheil menant des discussions parallèles avec la section du P.C.F., facilitant ainsi l'intransigeance de celui-ci devant les propositions politiques du P.S.U., a rendu tout accord impossible ;

— que J. Frénel et J. Piétri sont candidats sur la liste d' « Union Démocratique » de Sarcelles. ;

— que J. Dutheil est l'un des signataires du protocole d'accord conclu avec le P.C.F. et le P.S., contre l'avis de la section du P.S.U.

Pour ces motifs, à l'unanimité, la C.N.C. prononce l'exclusion du P.S.U. de J. Frénel, J. Piétri et J. Dutheil.

Cette sanction s'appliquant automatiquement à tout membre de la section de Sarcelles qui participerait ou qui parrainerait la liste d' « Union Démocratique » de Sarcelles, la C.N.C. prononce en conséquence, à l'unanimité, l'exclusion du P.S.U. de J. Pupponi, Michel Périni et Gérard Vignal, candidats sur cette liste.